

Les résultats des grandes banques internationales en 2005 et au premier semestre 2006

Corinne DAUCHY, Catherine GOUTEROUX

Secrétariat général de la Commission bancaire

Service des Études bancaires

En 2005, le maintien de la croissance économique mondiale à un niveau élevé a eu un impact positif sur les résultats des principaux groupes bancaires des grands pays industriels.

La progression des revenus, d'intérêts comme de commissions, et la bonne maîtrise des coûts d'exploitation se sont traduites par des résultats brut d'exploitation en forte hausse. Parallèlement, le coût du risque de crédit s'est inscrit en baisse dans la plupart des pays. Une légère dégradation a toutefois touché les pays anglo-saxons, dans le domaine du crédit aux particuliers, en relation notamment avec le contexte de resserrement monétaire en cours dans ces pays.

Au final, le résultat net de l'ensemble des groupes bancaires de l'échantillon s'est accru de 43 %. Leur niveau de rentabilité s'est encore amélioré par rapport à 2004.

Dans ce contexte économique dynamique, les opérations transfrontalières en Europe se sont accélérées et les stratégies d'acquisitions ciblées sur des marchés porteurs ont continué à se développer (cf. annexe 1). Les groupes français ont été particulièrement actifs depuis le début de l'année 2006 avec un montant moyen d'acquisitions de 13 milliards d'euros (hors la transaction récemment annoncée du Crédit agricole avec Banca Intesa), soit plus de 50 % des montants investis entre 1999 et juillet 2006.

Au premier semestre 2006, la tendance sous-jacente à la bonne tenue des résultats de 2005 demeure, même si, à l'horizon 2007, les perspectives pourraient être moins favorables. Les autorités de supervision et les banques centrales demeurent en particulier vigilantes sur les dispositifs de contrôle des risques dans les banques et l'application de scénarios de stress, notamment dans la perspective de la mise en place du dispositif Bâle II dès 2007.

Mots clés : Concentration bancaire, opérations transfrontalières, produit net bancaire, produit net d'intermédiation, charges d'exploitation, coefficient net d'exploitation, coût du risque de crédit, résultat net, coefficient de rentabilité.

Codes JEL : Gn, Rn

I | En 2005, une activité dynamique et une nouvelle baisse du coût du risque ont entraîné une hausse de la rentabilité

Même si les grands pays industriels ont connu des évolutions hétérogènes, le maintien d'un contexte économique mondial favorable, entraînant en particulier la poursuite de la baisse des défaillances d'entreprises, ainsi que la bonne tenue des marchés financiers internationaux ont stimulé l'activité des grandes banques internationales.

III | Accélération de la croissance du produit net bancaire

Le produit net bancaire (PNB) de l'ensemble des banques de l'échantillon¹ a atteint 745 milliards d'euros, en augmentation de 11,5 %. Cette progression significative en comparaison des années précédentes (taux de 5,5 % entre 2003 et 2004) est partiellement

due au passage aux normes *International Financial Reporting Standards* (IFRS) dans les pays européens, qui a notamment élargi la notion de PNB² et induit une volatilité sensiblement plus forte. Par ailleurs, des différences significatives peuvent apparaître entre les pays et entre les groupes, compte tenu de l'environnement économique national, des orientations des activités et de l'incidence des effets de périmètre et de change.

Tous les groupes affichent des PNB en hausse, alors que, en 2004, les revenus de certains groupes allemands, hollandais, italiens et japonais s'inscrivaient en retrait. En 2005, la bonne tenue des marchés financiers a permis de consolider la position d'acteurs traditionnellement très actifs dans la banque de financement et d'investissement ou la gestion d'actifs (groupes suisses et Deutsche Bank). Par ailleurs, la consolidation du secteur a joué un grand rôle au Japon et, dans une moindre mesure, en Italie.

Le produit net d'intermédiation (PNI) s'est inscrit en hausse plus modérée de 7,3 %, à 347 milliards d'euros. La marge d'intérêt, définie comme les revenus nets d'intérêt sur l'actif productif moyen, a diminué dans tous les pays. Par ailleurs, bénéficiant de la bonne tenue

Tableau I Produit net bancaire cumulé des principaux groupes bancaires

(encours en milliards d'euros, taux en %)

Pays	2004 (a)	2005 (a)	Taux de croissance (b)
Allemagne	30,9	34,4	11,3
Benelux (c)	68,7	69,6	1,3
Espagne	36,1	44,1	22,0
États-Unis	187,4	210,5	12,4
France	72,2	80,8	11,9
Italie	34,1	39,8	16,7
Japon	71,1	75,8	8,5
Royaume-Uni	122,4	139,3	14,6
Suisse	45,3	50,6	12,0
Total	668,3	744,8	11,5

a) Sur la base des données exprimées en monnaies nationales converties au cours moyen de l'année

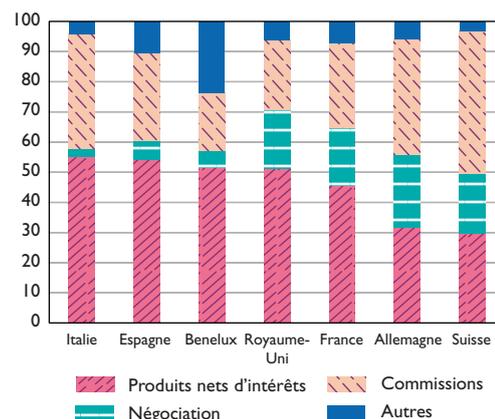
b) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total

c) Données reflétant l'ensemble des groupes et non pas la seule partie activités bancaires

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Graphique I Répartition du PNB en 2005 en Europe après passage en IFRS

(en %)



Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

¹ Cf. Méthodologie en annexe 2

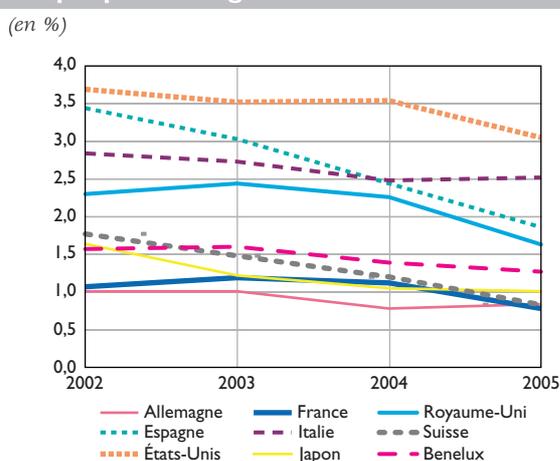
² La mise en œuvre des normes IFRS s'est traduite au niveau du PNB notamment par l'intégration dans le revenu d'intérêt d'éléments auparavant classés dans les commissions. Par ailleurs, la définition des portefeuilles de titres a été modifiée et les résultats enregistrés sur les portefeuilles de titres de participation (notamment les gains sur le « private equity ») sont désormais intégrés à ce niveau, dans le cadre de la comptabilisation des gains ou pertes nets sur les actifs financiers disponibles à la vente.

des marchés en 2005, les revenus tirés des opérations de négociation se sont accrus de près de 24 %, alors que les commissions ont enregistré une progression de plus de 10 %. Les autres produits d'exploitation bancaire ont progressé de plus de 15 %.

Si le passage aux normes IFRS en Europe rend délicate l'analyse plus poussée des variations annuelles des différentes composantes du PNB, la mise en place de ce cadre homogène permet de comparer la structure des revenus des groupes par pays en 2005. La prédominance de la banque de financement et d'investissement en Suisse et en Allemagne se traduit par une part relative des revenus de négociation et de commission élevée, alors que les banques italiennes et espagnoles se caractérisent, principalement, par leur position en banque de détail.

En ce qui concerne les revenus d'intermédiation, si le PNI s'inscrit en forte hausse compte tenu de la croissance des volumes concernés, l'analyse de la marge d'intérêt fait apparaître un nouveau resserrement, dans un contexte de relèvement général des taux d'intérêt par les autorités monétaires. Il ressort que les groupes bancaires des États-Unis affichent toujours la marge la plus élevée. En Europe, parmi les pays caractérisés par les marges les plus élevées, l'Espagne et le Royaume-Uni affichent un nouveau resserrement, tandis que l'Italie connaît une stabilisation et affiche la marge la plus forte. En revanche, c'est la France qui se situe au niveau le plus bas, proche de celui de la Suisse et de l'Allemagne, cette dernière marquant une stabilité pour 2005.

Graphique 2 Marge d'intérêt



Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

I | 2 Maîtrise des charges d'exploitation

Avec une variation moyenne de 5 % sur l'ensemble des groupes de l'échantillon, les frais généraux ont, en règle générale, augmenté moins rapidement que le PNB, sauf en Espagne, essentiellement en raison de l'intégration d'Abbey National dans le groupe SCH, et au Japon, en liaison avec les restructurations intervenues dans le secteur. En conséquence, le coefficient net d'exploitation (CNE) global par pays s'est réduit partout, sauf en Espagne et au Japon (respectivement, 2,1 points et 1,7 point).

Par conséquent, le revenu brut d'exploitation (RBE), qui correspond au solde entre le PNB et les frais généraux, cumulé par pays présente des taux de croissance contrastés, bien supérieurs à ceux enregistrés en moyenne en 2004 (5,1 %).

I | 3 Diminution du coût global du risque de crédit dans la plupart des pays

L'exercice a été marqué par une nouvelle réduction du coût global du risque de crédit (-16 %), à un rythme toutefois nettement inférieur à celui de 2004. Cependant, des évolutions disparates ont été observées selon les pays en fonction des expositions au risque respectives des différents groupes bancaires.

Tableau 2 Résultat brut d'exploitation cumulé et coefficient d'exploitation des principaux groupes bancaires

(encours en milliards d'euros, taux et coefficient en %)

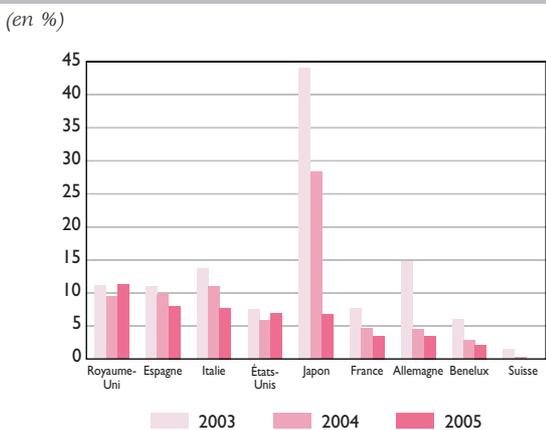
Pays	RBE 2004 (a)	RBE 2005 (a)	Taux de croissance RBE (b)	Coefficient d'exploitation en 2005
Allemagne	7,2	9,0	24,8	73,8
Benelux	22,8	25,0	9,7	64,1
Espagne	17,9	20,8	16,8	52,7
États-Unis	67,3	91,0	35,3	56,8
France	25,2	29,6	17,2	63,4
Italie	12,2	15,7	27,8	60,7
Japon	32,3	33,1	4,4	56,3
Royaume-Uni	53,4	65,4	23,4	53,0
Suisse	10,5	12,1	16,0	76,1
Total	248,7	301,7	21,3	54,0

a) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel

b) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Graphique 3 Dotations nettes aux provisions rapportées au produit net bancaire



Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

L'évolution des banques françaises se situe exactement dans la moyenne (- 17 %). La baisse s'est concentrée dans la banque de financement et d'investissement, les groupes les plus tournés vers l'international étant les plus concernés. En revanche, la part significative des activités de services financiers sur des marchés porteurs, mais plus risqués, a donné lieu à une moindre baisse de la charge de provisionnement dans la banque de détail. Au total, les dotations nettes aux provisions représentent 3,5 % du PNB, en léger recul par rapport à 2004.

Dans les autres pays de la zone euro, la diminution du coût du risque de crédit présente des évolutions comparables à celle de la France, à l'exception de l'Espagne où le provisionnement s'est maintenu, en liaison avec un niveau toujours élevé de la demande de crédit des particuliers. Même en baisse, son rapport au PNB demeure encore à 8 %. Pour les groupes allemands, italiens et du Benelux, la charge du risque a continué de se réduire (respectivement, de - 15 %, - 17 % et - 24 %), en raison de la réduction des provisionnements sur des grands groupes industriels naguère en difficulté. L'Italie continue d'afficher un coût du risque élevé, alors que, pour le Benelux et l'Allemagne, les niveaux sont faibles.

En revanche, l'endettement important des ménages et l'accroissement des défauts au Royaume-Uni et aux États-Unis, et – pour ce dernier – l'impact de l'anticipation de la nouvelle loi sur les faillites personnelles, ont conduit les groupes bancaires à augmenter leur effort de provisionnement (respectivement, de 35 % et 34 %). Le Royaume-Uni

présente ainsi le ratio provisionnement/PNB le plus élevé de l'échantillon, à 11,2 %.

Enfin, au Japon, la poursuite de l'amélioration de l'environnement économique, et particulièrement de la situation financière des entreprises, ainsi que les mesures prises par les banques pour réduire leurs créances douteuses ont entraîné une réduction de 75 % des dotations nettes aux provisions. La charge du provisionnement rapportée au PNB, longtemps la plus élevée de l'échantillon, n'atteint plus que 6,8 %.

I | 4 Accroissement de la rentabilité dans tous les pays

Hausse marquée du résultat net global

Au final, le résultat net de l'ensemble des groupes de l'échantillon s'est, globalement, accru de 43 %.

Les groupes d'Allemagne et du Japon ont poursuivi leur redressement, aucun n'affichant plus de perte nette.

L'Espagne, la Suisse et l'Italie enregistrent des résultats nets globaux également en forte augmentation, proches de 50 %. Les groupes italiens ont connu des taux de progression plus homogènes qu'en Espagne et en Suisse où les opérations exceptionnelles ont entraîné des contrastes importants.

Tableau 3 Résultat net cumulé des principaux groupes bancaires

(encours en milliards d'euros, taux en %)

Pays	2004 (a)	2005 (a)	Taux de croissance (b)
Allemagne	3,4	5,3	58,0
Benelux	17,8	20,1	13,2
Espagne	9,6	14,3	49,1
États-Unis	38,5	51,3	33,3
France	15,0	20,8	38,4
Italie	6,6	9,8	46,9
Japon	5,2	23,2	349,2
Royaume-Uni	30,4	35,7	18,4
Suisse	9,3	13,8	48,3
Total	135,9	194,4	43,0

a) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, converties au cours moyen annuel

b) Sur la base des données exprimées en monnaie nationale, à l'exception du total

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

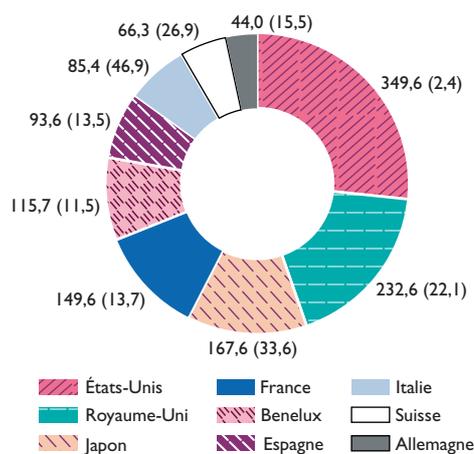
Renforcement significatif des capitaux propres

L'ensemble des groupes de l'échantillon affichait à la fin de 2005 un montant de capitaux propres de 1 304,3 milliards d'euros, en augmentation de près de 22 %.

La répartition des capitaux propres des groupes bancaires entre les différents pays reste globalement stable, ceux des États-Unis et du Royaume-Uni représentant les parts les plus importantes. On peut toutefois noter le passage du Japon au troisième rang devant la France, compte tenu notamment de la fin des remboursements de fonds publics. Par ailleurs, l'opération d'acquisition de HVB par UniCredit a permis aux groupes italiens de se rapprocher du niveau de leurs homologues espagnols.

Graphique 4 Capitaux propres

(encours en milliards d'euros ; variation 2004-2005 en %)



Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

Augmentation des coefficients de rentabilité dans la quasi-totalité des pays

S'il affiche un léger recul au Royaume-Uni et une stabilité en Italie, le coefficient de rentabilité (ratio bénéfice net global/capitaux propres) s'est accru dans tous les pays, particulièrement au Japon et en Allemagne.

Tableau 4 Coefficient de rentabilité des principaux groupes bancaires

(en %)

Pays	2004	2005
Suisse	17,7	20,7
Benelux	17,1	17,4
États-Unis	11,9	15,5
Royaume-Uni	15,8	15,3
Espagne	11,7	15,3
France	11,4	13,9
Japon	4,1	13,6
Allemagne	2,5	12,0
Italie	11,4	11,4

Source : Bankscope – Secrétariat général de la Commission bancaire

2| De très bons résultats pour les banques européennes au premier semestre 2006, mais des risques demeurent

2| I Un environnement économique particulièrement favorable

Au cours du premier semestre 2006, les établissements bancaires européens ont bénéficié d'un contexte mondial toujours porteur, se conjuguant à une reprise de la conjoncture dans la zone³. L'environnement de marché s'est caractérisé jusqu'à présent par la généralisation du mouvement de resserrement monétaire⁴, une légère hausse des taux longs, la décrie du dollar contre l'euro et le maintien des cours du pétrole et, plus largement, des autres matières premières à des niveaux élevés. La volatilité s'est accrue temporairement aux mois de mai et juin sur les marchés financiers, entraînant un reflux momentané des cours sur les bourses mondiales et un élargissement modéré des primes de risque.

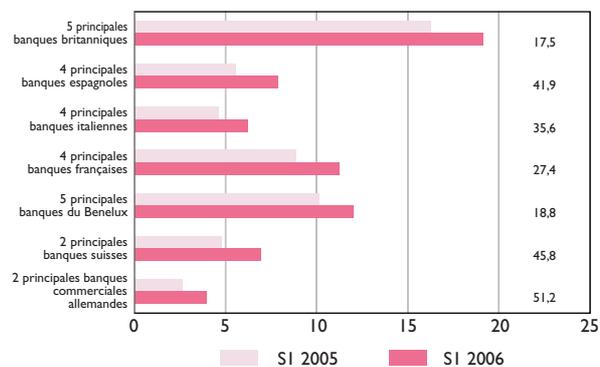
Dans ce contexte, les résultats nets des groupes de l'échantillon européen ont progressé de près de 30 % par rapport au premier semestre 2005, à 67,5 milliards d'euros, soit à un rythme deux fois plus élevé que celui constaté l'an dernier pour cette même période.

³ Taux de croissance du PIB en volume en glissement annuel pour le deuxième trimestre 2006 : 2,6 % pour la zone euro et en France, 2,8 % dans l'Union européenne, contre 3,6 % aux États-Unis (sources nationales, Eurostat)

⁴ Relèvement des taux des fonds fédéraux américains de 25 points de base à cinq reprises depuis décembre 2005 à 5,25 % début novembre 2006, relèvement du taux directeur de la BCE de 25 points de base à trois reprises pour atteindre 3,25 % début novembre 2006, en juillet 2006 premier relèvement depuis six ans du taux directeur au Japon

Graphique 5 Résultat net part du groupe des principales banques européennes

(encours en milliards d'euros ; variation 2004-2005 en %)



Source : données des établissements

Cette forte croissance des résultats s'explique par une hausse des revenus en moyenne de 20 % au cours du premier semestre 2006, soit un rythme sensiblement plus élevé que le taux de 8 % affiché en 2005. Outre le contexte économique plus favorable cette année en Europe, ces fortes variations du PNB peuvent être reliées à l'adoption des nouvelles normes IFRS, qui induisent une plus forte volatilité des revenus avec l'inclusion de nombreux éléments en valeurs de marché. Fait notable par rapport au premier semestre 2005, le coût du risque s'est élevé de 30 %, en dépit de reprises nettes enregistrées, notamment en Suisse. Ainsi, la part du coût du risque dans le PNB s'est légèrement accrue dans la majorité des groupes sous

revue et représente désormais en moyenne 6,2 % du PNB, contre 5,7 % au premier semestre 2005, ce qui demeure toutefois un niveau relatif faible⁵.

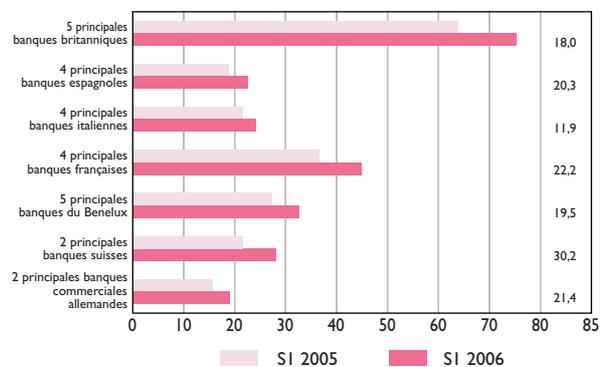
2 | 2 Une hausse générale de la rentabilité

Pour l'ensemble des groupes européens, les rendements des capitaux propres (ROE) calculés⁶ se situent désormais en moyenne à un peu plus de 21 %. Seuls les groupes italiens et allemands affichent une performance en retrait, bien qu'en nette progression par rapport à l'année dernière. À l'opposé, les groupes espagnols continuent de dégager les ROE les plus élevés, rejoints cette année par les groupes suisses, dont les performances apparaissent cependant plus volatiles sur la durée. Les groupes français et du Benelux continuent de percevoir les bénéfices d'activités diversifiées alors que certains groupes britanniques pâtissent d'une conjoncture nationale moins soutenue.

Les banques britanniques se distinguent, en effet, de la tendance générale par une hausse marquée des dotations aux provisions, dans le sillage d'une dégradation de la qualité des actifs (crédits non garantis aux particuliers) au Royaume-Uni. Cette dégradation résulte notamment, comme l'année dernière, des conséquences directes de la hausse des taux directeurs initiée à la fin de l'année 2003 (de 3,75 % à 5 % en novembre 2006) et des effets indirects de la mise en œuvre de la nouvelle loi sur les faillites personnelles⁷.

Graphique 6 Produit net bancaire des principales banques européennes

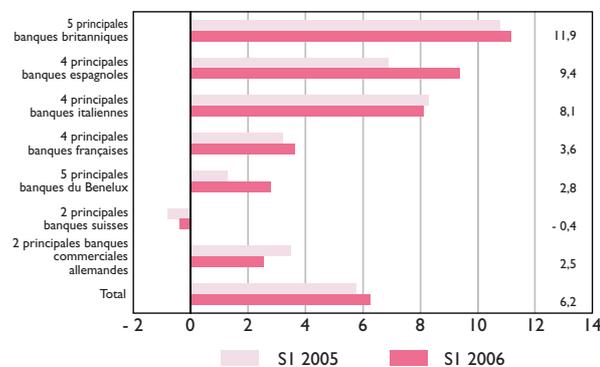
(encours en milliards d'euros ; variation 2004-2005 en %)



Source : données des établissements

Graphique 7 Coût du risque rapporté au produit net bancaire

(encours en milliards d'euros ; variation 2004-2005 en %)



Source : données des établissements

⁵ Pour mémoire, le coût du risque atteignait en France plus de 8 % du PNB en 2001 sur la base des résultats consolidés des sept principaux groupes bancaires français.

⁶ Estimation sur la base des résultats nets part du groupe et ROE communiqués par les établissements de crédit

⁷ Hausse des faillites personnelles, alors que le taux de faillites des entreprises est demeuré à un niveau très bas équivalent à celui de 1979

Les établissements de taille moyenne centrés sur le marché national sont, par conséquent, plus pénalisés (hausse des provisions de 75 % pour Northern Rock et 60 % pour Alliance and Leicester) que les groupes plus diversifiés géographiquement, HSBC bénéficiant par exemple de son implantation en Asie.

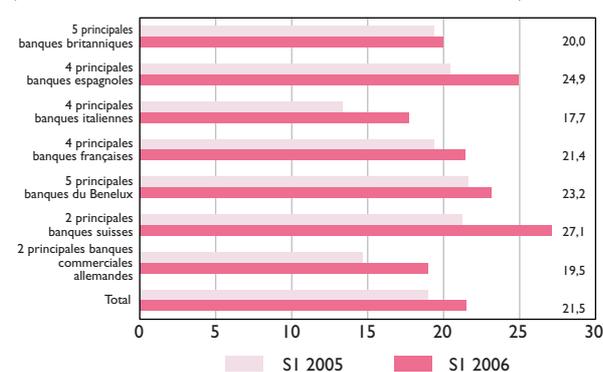
Les principales banques espagnoles ont continué de percevoir les effets positifs d'une économie en croissance forte (taux de croissance de plus de 3 % depuis 2003) conjugués, pour les deux principaux groupes, avec les bénéfices d'une diversification géographique poussée en Amérique latine⁸. Ainsi les caisses d'épargne, dominant le marché national (50 % des dépôts et des crédits immobiliers), ont continué de développer une offre de crédit innovante⁹ en particulier dans le domaine immobilier, et toujours en forte progression (19 % de croissance des encours pour Banco Popular entre les premiers semestres 2005 et 2006, de même pour BBVA). Au premier semestre 2006, parallèlement à la publication d'excellents résultats en Amérique latine¹⁰, les deux groupes espagnols ont également confirmé leur intérêt pour une présence plus marquée aux États-Unis (cf. annexe 1). Le maintien du coût du risque à un niveau relativement élevé reflète plutôt les prescriptions de la banque centrale en matière de couverture statistique du risque de crédit, confirmées lors du passage en normes IFRS, qu'une dégradation de la qualité des actifs.

Les établissements suisses ont encore accru leur niveau de ROE, soutenu par la bonne tenue des marchés financiers et comparable à celui des établissements espagnols. Les profits sur le marché national ont augmenté de 50 %, y compris dans les banques de taille plus modeste, essentiellement sous l'effet de la hausse des volumes et des commissions dans les activités de gestion de fortune. Les deux principaux groupes bancaires, Crédit suisse et UBS, mènent désormais des stratégies voisines, avec une priorité donnée au recentrage sur le cœur de métier (gestion d'actifs, banque privée et banque de financement et d'investissement), le retrait de certaines activités jusqu'ici peu rentables telles que l'assurance (Crédit suisse a ainsi revendu Winterthur à AXA en 2006

Graphique 8 Rendement des capitaux propres dans les principaux pays européens

Estimations

(encours en milliards d'euros ; variation 2004-2005 en %)



Source : données des établissements

pour 7,9 milliards d'euros) et le développement d'acquisitions sur des marchés porteurs¹¹.

Les banques françaises ont affiché la deuxième meilleure performance en termes de croissance des revenus sur le premier semestre. La banque de détail, constituant encore près de 50 % des PNB, a bénéficié du dynamisme des activités de détail à l'étranger¹², des services financiers spécialisés et d'un contexte économique national plus favorable qu'en 2005. Les activités de banque de financement et d'investissement et de gestion d'actifs, représentant globalement près de 45 % du PNB, ont enregistré des progressions de plus de 25 %. Le coût du risque a entamé une légère remontée, principalement sous l'effet des financements spécialisés et de la banque de détail à l'étranger, alors que des reprises nettes de provisions sont toujours enregistrées dans les métiers de banque de financement et d'investissement.

Les établissements du Benelux ont publié des taux de croissance des résultats nets de l'ordre de 20 % au premier semestre 2006, alimentés en règle générale plutôt par les activités bancaires que par le pôle assurance dans les groupes de bancassurance. En outre, tous les groupes originaires du Benelux témoignent d'une réelle volonté de diversification géographique des revenus, même si la situation intérieure s'est améliorée

⁸ L'Amérique latine représente 35 % du résultat net de Santander et 50 % de celui de BBVA. BBVA contrôle la première banque mexicaine (Bancomer). Les prévisions de croissance du FMI pour le PIB en 2006 s'établissent à 3,6 % au Brésil et à 4 % au Mexique contre, respectivement, 2,3 % et 3 % réalisés en 2005.

⁹ La création de crédit à 50 ans pour les particuliers de moins de 35 ans par la caisse basque BBK

¹⁰ Taux de croissance des résultats nets semestriels en 2006 de 43,4 % au Mexique et aux États-Unis pour BBVA, de 27 % pour Santander en Amérique latine. Santander bénéficie également d'une progression de plus de 40 % du résultat net de sa filiale britannique Abbey.

¹¹ Acquisition d'une banque d'affaires brésilienne, Banco Pactual, pour 2,6 milliards de dollars par UBS en mai 2006, développement de la présence en Russie

¹² Croissance à l'étranger particulièrement forte au cours de ce semestre 2006 (BNPP-BNL, Crédit agricole et Emporiki et reprise de Cariparma en Italie, Société générale et ses acquisitions en Europe de l'Est)

grâce à une croissance retrouvée¹³. Ainsi ABN Amro, disposant déjà d'une diversification géographique et sectorielle forte, avec 36 % des profits provenant du continent américain contre 23 % pour les Pays-Bas, a consolidé son acquisition italienne Antonveneta pour la première fois au cours de ce premier semestre. Les groupes Dexia et Fortis ont également entamé un mouvement plus volontariste de diversification géographique de leurs revenus vers les pays émergents en procédant à l'acquisition de groupes en Turquie¹⁴.

Le système bancaire allemand, en net redressement par rapport à 2002-2003, demeure confronté à des problèmes structurels de morcellement des parts de marché nationales¹⁵ et de faiblesse des revenus, dans un contexte économique en amélioration¹⁶. La levée des garanties d'État sur les banques publiques ne s'est pas traduite par un mouvement de consolidation entre les trois catégories traditionnelles, banques privées, banques coopératives et banques publiques. Toutefois, certaines brèches apparaissent dans les structures traditionnelles¹⁷, potentiellement annonciatrices de restructurations plus importantes. Au sein des deux dernières banques privées demeurées indépendantes, le rétablissement des comptes s'est opéré, essentiellement à la suite des mesures de compression des coûts et de reprises de provisions et en liaison avec la croissance des revenus liés aux activités de banque de financement et d'investissement. Face à la volatilité des résultats liés à ces métiers, les deux groupes s'attachent désormais à diversifier leurs sources de revenus vers la clientèle de détail, comme en témoignent l'acquisition du spécialiste en crédit immobilier Eurohypo par Commerzbank en 2005 ou, plus récemment, l'investissement de 1,1 milliard d'euros effectué par la Deutsche Bank dans les deux banques de détail Norisbank et Berliner Bank.

Le système bancaire italien a connu l'une des plus importantes restructurations de son histoire au cours du premier semestre 2006, l'ensemble des fusions annoncées depuis le début de l'année atteignant un montant de 79 milliards d'euros (cf. annexe 1). Dans ce contexte, les très bons résultats affichés par les banques

italiennes intègrent, pour ce qui concerne UniCredit, les effets de la consolidation de Hypovereinsbank, à partir du troisième trimestre 2005. Par ailleurs, l'ensemble des groupes a bénéficié d'un climat économique plus favorable à des revenus en hausse sur le marché national, sous l'effet du dynamisme du marché hypothécaire et des crédits personnels et de la forte activité de la banque de gros.

2 | 3 Des risques potentiels à couvrir

Même si l'année 2006 devrait être globalement très bonne pour les principaux groupes européens, différents indicateurs incitent à la prudence pour 2007. En particulier, selon diverses analyses convergentes¹⁸, la qualité des actifs pourrait être amenée à se dégrader, ce qui réduirait d'autant, *via* la hausse du coût du risque, les perspectives de résultats.

En parallèle, la diversification des revenus s'est traduite par des prises de positions sur des segments de marché parfois étroits (produits structurés, CDO en particulier), relativement rémunérateurs, mais soumis à des risques d'illiquidité. Les financements d'entreprises à effet de levier (*leveraged buy-out*) ont pris en 2006 une part nettement plus grande et semblent comporter des niveaux de risque et d'endettement de plus en plus élevés pour des cibles de taille croissante.

Comme illustré en annexe 1, les prises de position sur des marchés bancaires de pays émergents se sont poursuivies, alors que la raréfaction des cibles potentielles contribue à leur renchérissement, ce qui pourrait réduire le retour sur investissement de telles opérations à l'avenir. Il en résulte la nécessité pour les établissements bancaires européens de préserver un niveau de fonds propres suffisant pour assurer une couverture des risques satisfaisante.

Les autorités de supervision et les banques centrales demeurent en particulier vigilantes sur les dispositifs de contrôle des risques dans les banques et l'application de scénarios de stress, notamment dans la perspective de l'application du dispositif Bâle II dès 2007.

¹³ Prévisions de croissance par le FMI de 2,9 % en 2006 pour les Pays-Bas contre 1,5% réalisé en 2005, 2,7 % en Belgique contre 1,5 % réalisé en 2005

¹⁴ Acquisition de Disbank pour 987 millions d'euros en 2005 par Fortis et de Denizbank pour 2,5 milliards d'euros annoncée en mai 2006 par Dexia

¹⁵ Les cinq plus grands établissements de crédit détenaient, sur base sociale, 21,6 % des parts du marché intérieur en 2005. Cet indicateur s'élevait à 43% en moyenne dans les différents pays de la zone euro à la même date (source : « EU banking structures » BCE octobre 2006)

¹⁶ Prévisions de croissance de 2,4 % en 2006 contre 1,3 % en 2005 (Source FMI)

¹⁷ Cession par WESTLB à un fonds américain de sa participation dans la banque publique HSH Nordbank et feu vert donné par le ministre des Finances allemand à la privatisation de la Caisse d'épargne de Berlin

¹⁸ Différents indicateurs peuvent être mentionnés : hausse progressive de la part des émetteurs dégradés par les agences de notation au cours de l'année 2006, prévision de hausse de 3 % des défaillances des entreprises dans le monde, après un recul de leur nombre anticipé pour 2006 (source Euler Hermes), levier d'endettement massivement utilisé par les entreprises en 2006 (plus haut niveau depuis 2001 selon Standard and Poor's)

Annexe I

Les opérations de rapprochement bancaire depuis le début de 2005

Les grands mouvements de concentration bancaire au niveau national

En France, comme en 2004, la principale opération de concentration a impliqué le groupe Caisse d'épargne. Celui-ci a conclu au premier semestre 2006 un accord avec le groupe Banque populaire pour l'apport de ses activités de banque de financement et d'investissement à Natexis Banques populaires, qui prend le nom de Natexis. La nouvelle configuration, autorisée par les autorités de tutelle, laisse les deux réseaux de banque de détail en concurrence.

Dans les autres pays européens, c'est en Italie que les rapprochements les plus significatifs entre groupes nationaux ont été annoncés. Ainsi, celui de Banca Intesa et de Sanpaolo IMI, conclu en août 2006, devrait conduire à la constitution du premier groupe bancaire du pays devant UniCredit et du septième groupe européen en termes de capitalisation boursière. Par ailleurs, l'alliance récemment annoncée de Banca popolare italiana et de Banca popolare di Verona e Novare devrait porter la nouvelle entité au troisième rang national.

En Allemagne, le rachat en novembre 2005 de l'intégralité du capital d'Eurohypo, première banque hypothécaire du pays, a permis à Commerzbank de passer du quatrième rang au deuxième rang national, tandis que l'acquisition de BHW va renforcer la position de Postbank, principal intervenant en banque de détail.

Aux États-Unis, de très grands groupes ont lancé des opérations d'envergure. En 2005, Bank of America a acquis MBNA, premier acteur mondial du secteur des cartes de crédit. Au premier semestre 2006, le rachat de Golden West Financial par Wachovia a fait passer ce dernier au quatrième rang national, tandis que celui des activités de banque de détail de Bank of New York a permis à JP Morgan Chase de conforter sa deuxième place, atteinte en 2004 grâce au rapprochement avec Bank One.

Enfin, au Japon, MUFJ, le plus grand groupe bancaire mondial en termes de total de bilan, est entré en activité. Sa constitution avait été annoncée à la mi-2004 par Mitsubishi et UFJ, respectivement deuxième et quatrième groupes bancaires nationaux.

Les opérations transfrontalières d'envergure dans l'Union européenne

Après la réussite de l'offre publique d'achat de l'espagnol SCH sur le britannique Abbey National, c'est l'Italie qui a été au centre des rapprochements en 2005. En effet, au second semestre, UniCredit s'est emparé, pour 20 milliards d'euros, du deuxième groupe bancaire allemand, Hypovereinsbank, qui lui permet de conforter significativement son implantation en Europe centrale et de l'Est au travers notamment de la filiale autrichienne du groupe allemand.

ABN Amro a lancé avec succès une offre sur Banca Antonveneta, pour un montant total de plus de 6 milliards d'euros. Au premier semestre 2006, BNP Paribas a acquis, auprès notamment de BBVA, BNL pour un montant de l'ordre de 9 milliards d'euros, acquérant ainsi la sixième banque italienne par le montant des crédits et disposant d'un réseau d'environ 800 agences.

À l'automne 2006, après avoir acquis 50 % de la filiale de crédit à la consommation de Fiat, Crédit agricole SA est parvenu à un accord avec Banca Intesa en vue de l'acquisition de Cassa di Risparmio di Parma e Piacenza et Banca Popolare FriulAdria SpA et de 193 agences de Banca Intesa, soit un total de 654 agences pour un montant global de 6 milliards d'euros. Par ailleurs, l'établissement devrait revoir rapidement son partenariat avec Banca Intesa dans la gestion d'actifs, maintenir sans changement pendant trois ans les accords dans le crédit à la consommation et sortir du pacte d'actionnaires. Par ailleurs, Crédit agricole SA a, au cours du premier semestre 2006, finalisé l'acquisition de la banque grecque Emporiki, pour plus de 3 milliards d'euros.

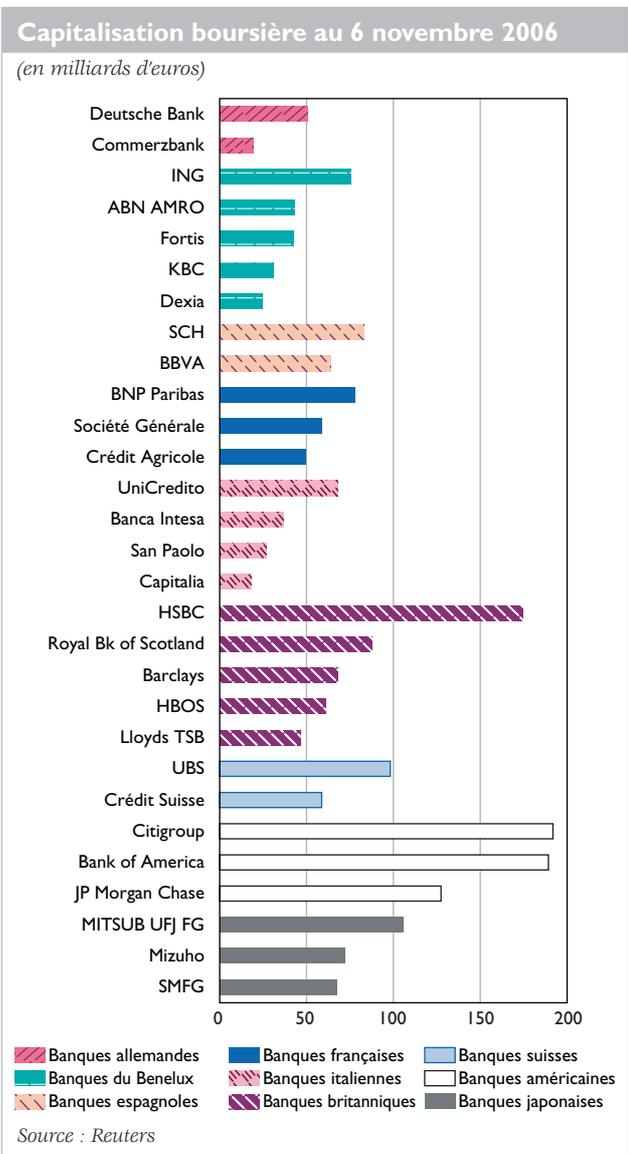
Les autres acquisitions transfrontalières

La fragmentation encore importante du système bancaire aux États-Unis a continué de susciter l'intérêt de grands groupes européens. Ainsi, les deux principaux groupes espagnols ont procédé à des investissements sur le territoire des États-Unis, dans le sillage de leur implantation en Amérique latine, avec l'acquisition de deux banques régionales au Texas par BBVA et l'annonce par SCH du rachat de 20 % de la dix-huitième banque américaine Sovereign, en mai 2006.

Les groupes bancaires français et internationaux se sont également attachés à accroître leur présence dans des économies en croissance rapide, encore sous-bancarisées et dont les systèmes bancaires sont en voie de libéralisation.

En Asie, la Chine suscite le plus d'attention, en liaison avec l'ouverture totale du marché chinois aux banques étrangères (en particulier pour les prêts en monnaie locale dans le cadre des activités de banque de détail) prévue pour la fin de l'année 2006, dans le sillage de l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001. Ainsi, de nombreux groupes étrangers ont rejoint, en 2005, les banques anglaises traditionnellement présentes dans cette zone. En juin 2005, Bank of America a acquis 9 % de la China Construction Bank (troisième banque publique) pour l'équivalent de 2,4 milliards d'euros, Royal Bank of Scotland et UBS ont pris des participations dans le troisième groupe, Bank of China. ING a acquis un peu moins de 20 % de Bank of Beijing, pour 178 millions d'euros. Deutsche Bank détient désormais 9,9 % du capital de Huaxia Bank et a créé un partenariat avec ICBC en matière de services bancaires et d'investissement. En ce qui concerne les établissements français et selon les informations disponibles à la date de rédaction, la Société générale n'aurait pas remporté la compétition avec Citigroup sur le dossier Guandong Development Bank. BNP Paribas a acquis 19,2 % du capital de Nanjin City Commercial Bank en octobre 2005. Le groupe a également pris position en Corée du Sud avec une participation de 9,4 % dans Shinhan Financial, deuxième banque locale, qui a repris cet été le premier émetteur de cartes de crédit du pays LG Card.

L'Inde devient également une destination recherchée avec la prise de position récente de groupes tels que Fortis, Deutsche Bank, qui a lancé fin 2005 des activités de banque de détail, et Merrill Lynch.



La Société générale a acquis 75 % d'une société de crédit à la consommation en Inde, Apeejay Finance. Le Crédit agricole, *via* Calyon, a renforcé également sa position dans ce pays en banque de financement et d'investissement.

En Europe centrale et de l'Est, les investissements des banques étrangères s'intensifient. En Russie, la Société générale a pris 20 % de Rosbank, numéro deux en banque de détail, pour 634 millions de dollars, et fait l'acquisition de SKT leasing. La banque autrichienne Raiffeisen Zentralbank Österreich AG et Commerzbank ont aussi été actives avec, respectivement, le rachat d'Impexbank pour 550 millions de dollars et la prise de participation minoritaire dans Promsvyazbank.

La banque hongroise OTP Bank a, pour sa part, fait l'acquisition d'Investsberbank pour 477 millions de dollars. En Roumanie, Erste Bank a acquis 62 % de Banca Comerciala Romana (BCR), la première banque du pays, pour 3,7 milliards d'euros.

Dans les Balkans, Société générale a acquis Splitska Banka, la cinquième banque croate et anciennement filiale de HVB, pour 1 milliard d'euros en avril 2006.

Enfin, dans les pays du bassin méditerranéen, la Turquie a fait l'objet de l'attention particulière de banques

étrangères. Ainsi, Dexia a pris une participation de 75 % dans Denizbank pour 2,4 milliards de dollars, alors que Citigroup acquérait 20 % de Akbank pour 3,1 milliards de dollars. La banque grecque NBG a réalisé une opération d'égale importance (2,7 milliards de dollars) avec Finansbank. En Égypte, Crédit agricole détient 75 % d'EAB pour une valorisation globale de 420 millions d'euros. Société générale avait acquis MIBank en Egypte en août 2005 pour un montant du même ordre. Dans le cadre de la privatisation de la Banque d'Alexandrie, Sanpaolo a engagé 1,6 milliard d'euros pour une participation de 80 % dans la troisième banque du pays.

Annexe 2

Méthodologie

Exercice 2005

Sélection des banques

L'étude sur la rentabilité des banques internationales se fonde sur l'analyse des résultats sur base consolidée de grands groupes bancaires appartenant aux neuf pays ou groupes de pays suivants : Allemagne, Benelux, Espagne, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Suisse. Le choix des établissements de crédit a été effectué sur le niveau de leurs fonds propres de base (*Tier 1*) au sens de l'accord de Bâle sur le ratio international de solvabilité (dit « ratio Cooke »), d'après l'enquête publiée par la revue *The Banker* en juillet 2006. De plus, parmi les groupes européens, n'ont été retenus que ceux passés aux nouvelles normes comptables internationales ou ceux remettant leurs comptes en US GAAP. En conséquence, les échantillons par pays sont les suivants :

- Allemagne : Deutsche Bank, Commerzbank, Deutsche Postbank ;
- Benelux : ABN Amro, Rabobank, ING, Fortis, Dexia ;
- Espagne : Santander Central Hispano (SCH), Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA), La Caja de Ahorros de Barcelona (La Caixa), La Caja de Ahorros de Madrid, Banco Popular Español ;
- États-Unis : Citigroup, Bank of America Corporation, JP Morgan Chase and Co, Wells Fargo and Co, Wachovia Corporation ;
- France : Groupe Crédit agricole, BNP-Paribas, Société générale, Crédit mutuel Centre-Est Europe, Groupe Banque populaire ;
- Italie : UniCredit, Banca Intesa, Sanpaolo IMI, Banca Monte dei Paschi di Siena, Capitalia ;
- Japon : Mitsubishi UFJ Financial Group, Sumitomo Mitsui Financial Group, Mizuho Financial Group, Resona ;
- Royaume-Uni : HSBC, Royal Bank of Scotland, HBoS, Barclays, Lloyds TSB ;
- Suisse : UBS, Crédit suisse, EFG Bank European Financial Group.

La comparaison des résultats et de la rentabilité

L'étude porte sur les comptes de résultats consolidés des exercices 2004 et 2005, arrêtés au 31 décembre, sauf pour les banques japonaises, qui arrêtent leurs comptes au 31 mars. Les données sont issues de la base Bankscope. Pour faciliter la lecture des soldes et les comparaisons de niveaux, les données des pays hors zone euro ont été converties en euros, sur la base des cours au 31 décembre de chaque année pour les capitaux propres et le total des actifs et sur la base des cours moyens durant l'exercice pour les autres agrégats. Naturellement, les pourcentages de variation d'une année sur l'autre ainsi que les ratios de rentabilité ont été calculés à partir des données exprimées en monnaie nationale, afin d'éviter les effets liés aux fluctuations des taux de change.

Pour les groupes européens passés aux normes IFRS en 2005, les données 2004 sont généralement fournies en normes nationales, à l'exception des groupes ayant adopté les normes internationales dès 2004 (Commerzbank, Deutsche Postbank ; UBS, EFG).

Premier semestre 2006

Pour le premier semestre 2006, les analyses reposent sur les données publiées (en IFRS ou US GAAP) par un échantillon de groupes bancaires européens :

- Allemagne : Deutsche Bank, Commerzbank ;
- Benelux : ABN Amro, ING, Fortis, Dexia, KBC ;
- Espagne : SCH, BBVA, La Caixa, Banco Popular ;
- France : Groupe Crédit agricole, BNP-Paribas, Société générale, Groupe Banque populaire ;
- Italie : UniCredit, Banca Intesa, Sanpaolo IMI, Capitalia ;
- Royaume-Uni : HSBC, Royal Bank of Scotland, HBoS, Barclays, Lloyds TSB ;
- Suisse : UBS, Crédit suisse.